

Déclaration CSA de rentrée

24 juin 2025

Monsieur le directeur académique, mesdames messieurs les membres du CSA-SD,

Mardi 10 juin, alors que notre collègue assistante d'éducation à Nogent, Mélanie Grapinet, venait de décéder, poignardée par un élève lors d'une fouille de sacs organisée par les gendarmes aux abords du collège Françoise Dolto, la ministre Elisabeth Borne a adressé une lettre à l'ensemble des personnels de l'Éducation nationale, dans laquelle elle déclarait les assurer de son « soutien le plus total », précisant qu'ils exercent « une mission essentielle » et demandant une minute de silence ! **« Soutien le plus total » de la ministre ? Vraiment ?**

Force est de constater que la ministre est beaucoup plus prompte à prendre des mesures contre l'Ecole, comme la disparition programmée de la médecine scolaire pour ne citer qu'un exemple, qu'à prendre des mesures pour recruter les personnels nécessaires dans une situation qui devient chaotique et même dangereuse. **Qui peut nier aujourd'hui que l'Ecole manque de tout !**

Les écoles, les établissements et les services manquent de personnels. Ainsi, nous nous joignons à la colère des assistants d'éducation qui préviennent depuis des mois « *que face à la violence qui monte et aux moyens qui baissent, le pire finira par arriver* ». Et le pire est là !

Face à cette situation, le gouvernement ne répond que par des mesures et des discours opportunistes, n'hésitant pas à accuser la jeunesse de tous les maux. Il suffirait de « *mettre des sanctions massives* », de multiplier les portiques et les fouilles de sacs aux abords des établissements... Il suffirait de gérer la pénurie de personnels avec des « *protocoles* » selon lesquels tout le monde serait bon à tout faire au mépris de nos statuts et des conditions de travail...

Comme l'affirment la FNEC-FP FO 53 et la FCPE 53, « *ce drame terrible met au jour à quel point les AED sont en première ligne dans les établissements scolaires, alors que ces personnels sont maintenus dans la précarité par leur employeur, l'Éducation nationale. FO et la FCPE 53 ne veulent pas d'une surenchère de mesures répressives contre les élèves, mais le respect des statuts et des missions, l'annulation des suppressions de postes et la création de tous les postes nécessaires. Les personnels de l'Education Nationale et les parents d'élèves sont en colère. Pour protéger l'Ecole publique, ses personnels et ses élèves, l'urgence ne peut être d'engager la baisse du nombre de fonctionnaires* » comme le préconise le ministre de l'Economie, Eric Lombard, afin de trouver 40 milliards d'euros d'économies et d'« *avoir des fonds pour la Défense* », l'urgence c'est de répondre sans attendre aux revendications. »

Et c'est dans ce contexte que le chef de l'État annonce à nouveau que « nous sommes en guerre », qu'il faudrait « resserrer les rangs » dans une unité nationale qui conduirait les organisations syndicales à faire des propositions pour répondre aux efforts de guerre.

Notre Confédération a répondu : « *FO ne veut participer ni à l'instrumentalisation ni à l'intégration des organisations syndicales de salariés dans une économie de guerre, synonyme de renoncement et d'abandon des revendications des travailleurs.* »

Pour la FNEC-FP FO 53 il est hors de question de renoncer à nos revendications, sous couvert d'union sacrée.

Hors de question de tourner le dos aux revendications des personnels qui veulent défendre leur outil de travail, leurs classes et exigent des moyens à hauteur des besoins !

Nous sommes et resterons aux côtés des salariés et de la jeunesse, qui se sont toujours soulevés contre les guerres, et qui refusent en particulier le génocide en cours à Gaza.

Nous sommes aux côtés de tous ceux qui veulent faire barrage à l'austérité dévastatrice et à toutes les mesures réactionnaires prises par ce gouvernement pour nous diviser.

Pour la FNEC-FP FO 53 l'heure est à l'organisation de l'action commune des personnels, des parents et de la jeunesse, unis sur leurs revendications pour stopper ce gouvernement dans son orientation guerrière ! **La FNEC FP FO 53 revendique :**

- L'abrogation de la réforme des retraites Macron-Borne
- L'augmentation des salaires sans contrepartie
- L'arrêt des suppressions de postes et la création de postes en urgence pour répondre à tous les besoins
- Le recrutement de toutes les listes complémentaires des différents concours et leur ré-abondement immédiat
- Le maintien et la création des places nécessaires dans les établissements sociaux et médico-sociaux
- Le recrutement de tous les enseignants spécialisés et PsyEN-EDA pour restaurer des RASED complets pour un bassin de 800 élèves maximum
- Un statut de fonctionnaire de catégorie B, un vrai salaire, un temps plein à 24h et une vraie formation pour les AESH et AED
- Le retrait de l'acte 2 de l'Ecole inclusive, l'abandon des PAS et des PIAL
- Le versement de la « NBI Handicap » à toutes les infirmières de l'Education nationale
- La création et le recrutement des postes d'infirmières, d'assistantes sociales, de Psy-EN et de médecins scolaires en proportion des besoins

